

ASSEMBLÉE NATIONALE18 juin 2026

VISANT À OFFRIR DES RÉPONSES IMMÉDIATES AUX PHÉNOMÈNES TROUBLANT
L'ORDRE PUBLIC, LA SÉCURITÉ ET LA TRANQUILLITÉ DE NOS CONCITOYENS - (N°
2850)

Non soutenu

N° CL221

AMENDEMENT

présenté par
Mme Faucillon et Mme K/Bidi

ARTICLE 5

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article vise à étendre la procédure administrative d'évacuation forcée aux cas de maintien dans un meublé de tourisme à l'expiration du contrat de location.

Cette extension poursuit une logique de durcissement continu du droit applicable aux occupations sans titre engagée ces dernières années, notamment avec la loi dite « Kasbarian-Bergé » du 27 juillet 2023. Cette dernière a déjà considérablement élargi les possibilités d'expulsion accélérée et renforcé l'arsenal pénal applicable aux situations d'occupation illicite. Désormais, les résidences secondaires et logements vacants meublés bénéficient eux aussi de la procédure administrative dérogatoire d'évacuation forcée. La loi a également créé un délit spécifique visant les locataires se maintenant dans les lieux après résiliation du bail.

L'article 5 de ce PJJ franchit une étape supplémentaire : il étend une procédure administrative d'exception à des situations dans lesquelles l'entrée dans les lieux a pourtant été régulière et contractuelle.

La procédure administrative d'évacuation constitue une dérogation majeure au principe fondamental selon lequel une expulsion ne peut intervenir qu'en vertu d'une décision de justice. Jusqu'ici, cette procédure était strictement limitée aux cas d'introduction et de maintien dans le domicile d'autrui « à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contraintes ». Le présent article rompt avec cette logique en assimilant à un squat une situation relevant initialement d'un contrat de location légalement conclu.

Une telle évolution crée un précédent dangereux. Elle ouvre la voie à une extension progressive de cette procédure dérogatoire à d'autres situations locatives, notamment à l'encontre de locataires en difficulté se maintenant dans les lieux après expiration ou résiliation du bail.

Cette inquiétude est d'autant plus forte que le Conseil constitutionnel, dans sa décision n° 2023-853 DC du 26 juillet 2023, a rappelé les limites constitutionnelles entourant l'extension de la notion de domicile aux locaux meublés et a expressément indiqué qu'il reviendrait au juge d'apprécier au cas par cas si une personne peut légitimement se considérer « chez elle ». En outre, le gouvernement reconnaît lui-même qu'« il n'existe pas de données statistiques recensant le phénomène de squat de meublés de tourisme ». Le législateur est donc conduit à légiférer sans évaluation sérieuse de l'ampleur du phénomène invoqué.

Enfin, cette fuite en avant répressive intervient dans un contexte de crise majeure du logement et du mal-logement. De nombreuses associations, parmi lesquelles la Fondation Abbé Pierre, le Collectif des Associations Unies ou encore le Défenseur des droits, alertent depuis plusieurs années sur les conséquences humaines de ces dispositifs : expulsions sans relogement, précarisation accrue des familles, criminalisation de la pauvreté et atteintes disproportionnées au droit au logement.

La réponse à la crise du logement ne peut résider dans la multiplication des procédures d'exception et des dispositifs répressifs.